

RÉSUMÉ

Dans un contexte d'urgence écologique et de mutation vers une économie plus circulaire, la réparation des biens de consommation apparaît comme un levier incontournable pour réduire le gaspillage et les déchets. En prolongeant l'usage des objets, la réparation contribue à la sobriété des modes de consommation tout en créant des opportunités économiques et sociales locales.

L'étude vise à dresser un état des lieux complet de la formation aux métiers de la réparation en France et à identifier les leviers nécessaires pour répondre à la demande croissante en compétences qualifiées. Elle s'intéresse à cinq filières bénéficiant d'un fonds réparation : les équipements électriques et électroniques, les articles de bricolage et de jardinage, les articles de sport et de loisir, les éléments d'ameublement et les textiles, linge de maison et chaussures.

En combinant l'analyse documentaire approfondie et des enquêtes terrain auprès de réparateurs, formateurs et recruteurs, une cartographie nationale de l'offre de formation a été réalisée, complétée par des modélisations prospectives des besoins en compétences à l'horizon 2026, 2030 et 2040. Cette approche permet de relier les dynamiques actuelles de la réparation aux enjeux futurs du marché du travail et de la transition écologique.

Les résultats mettent en évidence une offre de formation encore morcelée et hétérogène, parfois éloignée des réalités opérationnelles. Les référentiels de compétences existants ne reflètent pas toujours la diversité des métiers ni l'évolution technologique des produits à réparer. L'étude souligne également un manque de visibilité et d'attractivité des parcours menant à ces métiers, malgré un fort potentiel d'emploi local et durable. En revanche, un socle commun de compétences transversales entre filières a été identifié, ouvrant la voie à des synergies et mutualisations dans la conception des formations et des outils pédagogiques. Ces constats traduisent la nécessité de repenser la formation dans une logique plus intégrée, intersectorielle et évolutive.

L'étude formule plusieurs recommandations stratégiques : renforcer l'ingénierie de formation pour adapter les contenus aux besoins réels des professionnels et aux innovations techniques ; favoriser la polyvalence et la reconnaissance des compétences transférables entre filières ; structurer des parcours de formation accessibles et lisibles, favorisant la montée en compétences et la reconversion ; sécuriser les financements et soutenir les acteurs de la formation dans la durée et valoriser l'image et l'attractivité des métiers de la réparation, en s'appuyant sur des actions de communication et de sensibilisation.

Ces orientations visent à fédérer l'ensemble des acteurs publics, professionnels et territoriaux autour d'une vision commune : faire de la formation en réparation un pilier structurant de la transition écologique, au service d'une économie plus durable, inclusive et résiliente.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : SVP

Coordination technique - ADEME : Aurore PHILIPPE DELVIGNE et Anne-Charlotte BONJEAN

Direction/Service : Direction Economie Circulaire / Service
Ecoconception et Recyclage

CITATION DE CE RAPPORT

Aurore PHILIPPE DELVIGNE, Anne-Charlotte BONJEAN (ADEME), Elena DUMITRASCU, Delphine GUIDAT, Théo AMETAN (SVP), 2025, Formation des réparateurs en France, 11 pages

Cet ouvrage est disponible en ligne <https://librairie.ademe.fr/>

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.